

FAIRE LA PAIX

Revue Vie chrétienne N° 293 – décembre 1985

« Bienheureux les artisans de paix » : de nombreux chrétiens redécouvrent aujourd'hui l'urgence de cette béatitude, y compris dans sa dimension politique. Comment croire à Jésus « Prince de la Paix » et fermer les yeux sur le spectacle que nous offre le monde contemporain : monde ravagé par les guerres - ce qui n'est, hélas, pas nouveau - mais aussi menacé dans son existence même par le développement des armes de destruction massive ?

Contre les tentations frileuses de repli sur la sphère individuelle, la tradition biblique affirme fortement que la relation de Dieu à l'Homme se joue dans l'histoire : devenir « artisan de paix » ce n'est pas seulement faire la paix en soi et avec ses proches, c'est aussi travailler à établir une véritable paix entre les peuples. L'appel à la réconciliation entre ennemis ne concerne pas seulement les frères et les voisins, mais les peuples et les nations. L'Eglise ne sort pas de sa mission évangélique quand elle s'intéresse aux Droits de l'Homme, aux injustices économiques ou aux risques de guerre nucléaire.

Au nom même de leur foi, les chrétiens ont le devoir de porter l'exigence d'amour au cœur des réalités internationales. Mais pour cela, ni la bonne volonté ni les idées généreuses ne suffisent. Un certain nombre de préalables s'imposent : un effort d'information sur ces réalités ; une réflexion sur la paix, sa nature et ses conditions ; une clarification théologique sur ce que l'Evangile peut inspirer dans l'action à ce niveau.

UN ARTISAN, ÇA SE FORME

On ne s'improvise pas « artisan de paix ». Certes, il n'y a pas besoin d'une grande expertise pour faire régner en soi et dans son entourage un climat favorisant la réconciliation. Il n'en va pas de même dans les relations entre nations : les contacts de personne à personne, si importants soient-ils, ne permettent pas de résoudre les antagonismes entre idéologies, intérêts nationaux, ambitions territoriales ou économiques. A quoi bon répéter « Soyons tous frères ! » si l'on ne mesure pas tout ce qui empêche les hommes de se conduire en frères ? Le monde dans lequel nous vivons n'est pas le Royaume de Dieu sur terre. L'homme y reste un loup pour l'homme... Ouvrons les yeux sur toutes les causes de conflits dans notre monde oppressions systématisées, inégalités, injustices criantes, idéologies, ambitions.

Connaître les problèmes, c'est aussi prendre la mesure de la course aux armements et des dangers qu'elle fait peser sur la survie même de l'espèce humaine. C'est acquérir un minimum d'information par exemple sur les évolutions qui mettent en crise la dissuasion nucléaire et rendent moins improbable une « guerre nucléaire limitée ». Toute action pour la paix qui oublie ou minimise ces données est aussi stérile que celle qui ferme les yeux sur les racines des conflits entre nations.

LA PAIX : QUELLE PAIX ?

La paix n'est pas seulement l'absence de guerre. Le « Shalom » de la bible recouvre des notions que nous traduisons par « prospérité », « bonheur », « salut », « santé ». Il est indissociable de la « justice ». Pour un chrétien, rendre le monde moins violent pour les faibles, moins injuste pour les pauvres, moins oppresseur pour les libertés, c'est faire, œuvre de paix.

Or, nous savons par expérience que, paradoxalement, cette œuvre de paix est source de conflits : elle amène à dénoncer des mensonges, toucher à des privilèges, heurter des pouvoirs politiques, s'opposer aux puissants. Pas de paix véritable sans acceptation du conflit. Il faut donc se garder de l'irénisme, cette tentation particulière du chrétien, selon laquelle l'amour de l'autre exigerait le refus de tout affrontement avec lui. Jésus dit : « Aimez vos ennemis » et non pas ci n'ayez pas d'ennemis ». Il rappelle que ceux qui seront fidèles à sa parole susciteront autour d'eux - et jusque dans leur propre famille - la division. Au plan des relations internationales, il est certain que si un pays prenait des positions courageuses sur les droits de l'homme, les rapports Nord-Sud, le désarmement, la lutte contre les structures injustes, il se ferait beaucoup d'ennemis. Irait-on le lui reprocher au nom de l'Evangile ?

La paix à laquelle, disciples du Christ, nous sommes invités à travailler n'est donc ni simple absence de guerre, ni tranquillité des privilèges acquis, ni recherche du compromis à tout prix, ni même idéalisation du « dialogue » et de l'entente : Hérode et Pilate se sont « entendus » sur le dos de Jésus (Lc 23, 12), sinistre présage de bien d'autres

fausses paix conclues entre bourreaux sur le dos de leurs victimes communes : rappelons-nous le pacte entre Hitler et Staline se partageant la Pologne...

Ceci nous amène à distinguer très fortement le pacifisme et la non-violence. Pour un chrétien, le pacifisme est inacceptable s'il réduit la paix à la non-guerre, et s'il est prêt aux compromis les moins acceptables afin de « sauver la paix » à tout prix ; ce qui n'est d'ailleurs pas la position des mouvements qualifiés, à tort, de « pacifistes » par nos médias. La non-violence, au contraire, cherche les moyens de faire régner une véritable paix : le refus de la violence n'est pas le refus du conflit, mais une manière chrétienne de vivre le conflit. Il ne s'agit pas de se résigner à l'injustice ou à l'oppression, mais de lutter pour la justice et la liberté par des moyens qui ne portent pas atteinte à la personne de l'adversaire. Si l'Eglise ne peut admettre le pacifisme, elle encourage au contraire la non-violence dans tous ses textes récents, du Concile Vatican II aux récentes lettres épiscopales.

ETHIQUE INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE

L'Evangile n'est pas un livre de recettes qu'il suffirait d'appliquer pour trouver les bonnes solutions à nos problèmes de société. L'invitation évangélique à « tendre la joue gauche » indique-t-elle aux chrétiens d'Amérique centrale ou de Pologne ce qu'ils doivent faire concrètement ?

Nous sentons bien, pourtant, que nous affadissons le sel de la terre chaque fois que nous édulcorons les paradoxes du Sermon sur la Montagne sous prétexte qu'ils ne sont pas « réalistes ». Si nous ne pouvons voir concrètement ce que signifie « tendre la joue gauche » dans un contexte de rapports entre Etats, nous savons bien pourtant que cette exigence ne concerne pas seulement les rapports entre individus. Il y a distinction mais non séparation entre l'éthique individuelle et l'éthique collective. Jean XXIII le rappelait dans son encyclique *Pacem in Terris* (1963): « La même loi morale qui régit la vie des hommes doit régler les rapports entre les Etats ». Et si les Etats suivent des politiques inacceptables pour la conscience morale chrétienne, les citoyens sont dégagés de leur devoir d'obéissance à leur égard, car « il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes ». L'argument de la « raison d'Etat » n'est donc jamais admissible pour couvrir une injustice, une lâcheté ou un crime.

Mais si la loi morale est la même, son application met en jeu, dans le cas des Etats, des médiations si complexes qu'il n'est pas possible de déduire automatiquement une politique des exigences évangéliques. Le changement de dimension introduit en effet la question de la responsabilité vis-à-vis des autres. Celui qui, au nom de sa foi, prend le risque de « tendre la joue gauche » à son agresseur ne prend ce risque que pour lui-même. D'avance, il en accepte les conséquences possibles. Mais un responsable politique peut-il prendre ce risque pour des millions d'autres ? Par ailleurs, nous vivons aujourd'hui dans des sociétés profondément sécularisées : de quel droit une minorité de chrétiens imposerait-elle, au nom de sa foi, des choix collectifs inspirés par un Evangile devenu étranger malheureusement, aux préoccupations de la majorité ? C'est là un problème très général, qui ne concerne pas seulement la question de la paix et des armements...

L'EGLISE FIXE DES POINTS DE REPÈRE

Toutes ces difficultés expliquent pourquoi des chrétiens également sincères ont des options si diverses en matière de politique de défense, de désarmement, de non-violence. Dans ce pluralisme légitime, l'Eglise fixe des points de repère : des critères de jugement, des interdits à respecter, des priorités à promouvoir. C'est cet enseignement que les documents épiscopaux de l'année 1983 ont tenté d'actualiser, notamment sur la question brûlante des armements nucléaires.

Depuis le IV^e siècle, les Eglises chrétiennes admettent que le recours aux armes peut se justifier dans certains cas (notamment la légitime défense), mais à condition de respecter certaines limites. Certains actes de guerre sont injustifiables, même dans le cas de la légitime défense. Ce sont les actes qui prennent pour cibles volontairement les populations non-combattantes, et ceux qui provoquent des destructions disproportionnées par rapport à ce qu'il est légitime de défendre. C'est la raison pour laquelle le Concile Vatican II a qualifié « crime » l'emploi éventuel d'armes de destruction massive contre des populations civiles. On retrouve cette condamnation dans le texte des évêques américains comme dans celui des français.

La question qui se pose est donc celle de la possession de ces armes dont l'emploi est d'avance déclaré immoral,

même pour la meilleure des causes. Cette possession est temporairement « tolérée » par le Concile à cause de la dissuasion, et à condition que les chrétiens ne se résignent pas à cette situation de fausse paix maintenue par l'équilibre de la terreur. Les débats entre chrétiens viennent de ce que les uns estiment qu'il est encore possible, vue les circonstances, de légitimer la possession des armes nucléaires (et même, dans le cas de notre pays, leur modernisation en cours) alors que d'autres estiment, eux aussi vues les circonstances, qu'il est urgent de prendre des initiatives, même risquées, pour essayer d'arrêter la course aux armements.

LE SEL DE LA TERRE

Pour un chrétien, faire la paix n'est pas une tâche facultative. Baisser les bras devant la complexité des problèmes, s'en remettre à « ceux qui savent », faire la politique de l'autruche : autant de manières de laisser s'affadir le sel de la terre. L'heure est sans doute venue de retrouver le caractère réaliste de certaines exigences paradoxales de l'Évangile. Refuser de répondre au violent par la violence, est-ce seulement un témoignage « prophétique » rendu aux valeurs du Royaume qui vient ? N'est-ce pas aussi un moyen très concret de briser l'engrenage de la violence ? À l'image de son Seigneur, le chrétien est appelé à interrompre la meurtrière prolifération de la violence en la prenant sur lui sans la rendre. À l'époque où l'humanité découvre que sa violence a proliféré au point de la menacer de mort en permanence, qui pourrait nier qu'il y a là une force de salut pour tous ?